

ALGÉRIE-MAROC

Mise en service de l'interconnexion en 400kv

Sonelgaz a procédé mardi dernier à la mise sous tension de l'interconnexion électrique en 400 kV entre l'Algérie et la Maroc. C'est dire que lorsqu'au niveau politique, les relations sont en totale panne, le secteur de l'énergie vole à leur secours.

Namal Imès - Alger (Le Soir) - Sonelgaz a indiqué dans un communiqué que «cette nouvelle interconnexion entre les deux pays conforte les liens traditionnels qui existent déjà de longue date en matière de coopération dans le domaine de l'énergie électrique. Elle permet également de faciliter les échanges électriques en renforçant davantage la sécurité du système électrique et en sécurisant l'approvisionnement en énergie des deux pays».

Ces interconnexions consistent en la mise en

place d'un système d'entraide entre les deux pays en cas d'appel important de la demande, comme l'explique Sonelgaz, qui indique que «les interconnexions électriques entre l'Algérie et le Maroc constituent un dispositif très puissant pour pallier les dysfonctionnements électriques et prévenir tous les risques ou menaces de déficits énergétiques.»

«Elles permettent, en outre, de gérer avec plus d'efficacité les risques liés à l'exploitation des parcs de production et des réseaux de transport de l'électricité

et assurent ainsi une meilleure sécurité au réseau maghrébin.»

La mise en œuvre de ce projet entre dans le cadre de la concrétisation des deux contrats signés entre le Groupe Sonelgaz et l'ONE en marge de la 8^e session du Conseil maghrébin des ministres de l'Energie, tenu à Alger le 3 juillet 2008.

Le passage au palier 400 kV constitue, selon le Groupe Sonelgaz, une grande réussite puisque, explique-t-il, «trente ans après le passage au palier

220 kV, le transport algérien d'électricité a réussi son passage au palier 400 kV. Une étape décisive puisqu'elle permettra de renforcer d'une part le système électrique algérien et d'autre part, les liaisons électriques maghrébines dans le cadre du développement des interconnexions maghrébines et de la boucle méditerranéenne».

Et d'ajouter que «dans l'histoire du système électrique algérien, cet événement représente une étape importante dans le renforce-

ment du réseau interne. Concrètement, l'introduction du 400 kV constitue l'amorce d'un nouveau schéma qui permet non seulement de répondre en toute sécurité aux besoins énergétiques de l'Algérie mais également de rendre plus robuste l'ensemble de ses interconnexions avec les pays du Maghreb et du Bassin méditerranéen, confirmant ainsi le rôle structurant du secteur de l'énergie dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen». Et de conclure : «Techniquement dénommé

Projet 400 kV, ce schéma a été conçu il y a quelques années dans le cadre des projections stratégiques de Sonelgaz. Il fait partie des grands scénarios que le Groupe a établis pour valoriser le potentiel énergétique national et mettre en valeur les potentialités favorisant l'organisation des échanges électriques et gaziers dans la région. Le palier 400 kV continue son développement. En 2010, environ 2 000 km de lignes seront réalisées.»

N. I.

AVANT-PROJET DE LOI RELATIF À LA COMMUNE

Le PT le débattrà «sous réserve»

Les dispositions de l'avant-projet de loi relatif à la commune ne sont pas à la mesure des attentes du Parti des travailleurs. Cependant, le PT a relevé un point positif : le texte sera débattu à l'APN. Il ne passera pas sous forme d'ordonnance. Ainsi le PT pourra en débattre même s'il exprime déjà des réserves.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Tout en dénonçant certaines des dispositions de l'avant-projet de loi relatif à la commune, qui, selon elle, n'est pas à la mesure des attentes du parti, Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, qui a présidé hier, la réunion du comité central du parti, se dit satisfaite du fait que ce texte ne soit pas promulgué sous forme d'ordonnance mais sous forme d'avant-projet de loi qui va atterrir à l'Assemblée populaire nationale. Ainsi, dira-t-elle, le Parti des travailleurs pourra introduire des amendements en s'inspirant des expériences d'autres pays. Les griefs du PT au sujet de ce code sont notamment

liés à la place réservée à la femme qui sera octroyée sur la base de la quantité et non pas sur celle de la qualité et des compétences.

De même pour la fiscalité qui favorise la création de communes utiles et d'autres inutiles.

Une situation qui, selon elle, va créer des communes riches et d'autres pauvres. L'autre mesure que le parti appelle à instaurer dans ce nouveau code concerne l'équilibre entre les prérogatives de l'administration et les élus de sorte qu'il n'y ait pas de domination de l'administration sur les élus.

Le comité central du PT n'a pas omis de se pencher sur les mesures de la loi de

finances complémentaire. Considérée par le PT comme un acquis pour la souveraineté nationale, Louisa Hanoune espère voir la LFC de 2010 aller dans le même sens que celle de 2009.

Le Parti des travailleurs réclame, par ailleurs, une commission d'enquête sur les privatisations et un bilan

exhaustif des réalisations de l'Ansej.

Evoquant la charte pour la paix et la réconciliation nationale qui a été promulguée depuis une année, le PT juge cette démarche insuffisante, estimant qu'il faut un large débat entre les Algériens afin de tourner définitivement la page.

S. A.

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT À SUEZ Louisa Hanoune contre

A propos de la société française de distribution d'eaux SUEZ, qui demande le renouvellement de son contrat, la première responsable du PT estime qu'il faudra en finir avec cette coopération une fois le contrat de cette entreprise arrivé à expiration. «Le fait que le ministre des Ressources en eau désire procéder à une évaluation avant de prendre une décision sur ce sujet, et qu'il parle de la création d'une école pour la formation des cadres, est la preuve que cette entreprise n'a pas formé nos cadres», a-t-elle expliqué.

S. A.

GRÈVE DES ENSEIGNANTS

L'Unpef confirme sa participation

La grève des enseignants prévue le 5 octobre s'annonce massive. L'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation, Unpef, qui a tenu jeudi dernier à Laghouat la 25^e session ordinaire de son conseil national, confirme son soutien et sa participation au mouvement de protestation.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Le mot d'ordre pourrait être massivement suivi, compte tenu de la prise de conscience de la dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves.

Dans un communiqué rendu public, l'Unpef entend rappeler sa détermination à porter haut ses revendications, tout en rappelant leurs conditions déplorables et la détérioration du pouvoir d'achat.

L'Unpef remet sur le tapis le dossier du régime indemnitaire et la nécessité d'une implication du partenaire social dans des négociations «sérieuses». La

de leur revendication portant abrogation de la décision ministérielle 158/94.

Les enseignants mettent l'accent sur la nécessité de la prise de dispositions urgentes par le ministère de l'Education en vue d'une refonte de l'organisation nationale de leur temps de travail.

Un allègement des programmes s'impose, selon l'Unpef, en vue de réduire le volume horaire «devenu épuisant et pour les éducateurs et pour les élèves». Il demande l'implication effective des syndicats autonomes dans les négociations et appelle à ne pas limiter le traitement des affaires des travailleurs de l'éducation à la tripartite qui «ne nous représente pas».

Le conseil appelle tous les syndicats à unifier leurs actions à l'avenir et à res-

pecter «leurs responsabilités historiques» dans la défense des droits des travailleurs du secteur, pour la concrétisation d'un régime de leurs revendications.

Enfin le conseil national désigne le bureau national pour la prise des décisions.

L'Unpef appelle les bases syndicales à organiser des réunions en préparation de la série de mouvements de protestation prévus. Ces grèves seront coordonnées par les différents syndicats du secteur.

Le point de départ coïncidera avec la tenue de la tripartite d'où «l'impérative nécessité d'une unité des actions pour le succès de notre mouvement de protestation afin de satisfaire nos revendications légales», est-il mentionné dans le communiqué.

W. Z.

LES MEMBRES DU BUREAU DE L'ONVT RÉPLIQUENT :

«Ils veulent porter atteinte à l'image de Fatma-Zohra Flici»

Dans un communiqué rendu public avant-hier, les membres du bureau et du conseil national de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme sont montés au créneau pour dénoncer la polémique autour de la personne de M^{me} Fatma-Zohra Flici. Une campagne de désinformation qui, à leurs yeux, vise à salir l'image de la SG de l'ONVT, orchestrée par des individus qui n'ont aucun rapport avec l'organisation depuis 2005. Selon ces derniers, les communiqués et les articles publiés par les détracteurs de M^{me} Flici ne sont fondés sur aucune preuve ou vérité, sinon, précisent-ils, «des intérêts personnels, qui ont pour but de porter atteinte à l'image de la secrétaire générale de l'ONVT». D'autant plus, ajoutent-ils, qu'il s'agit de personnes qui ont été exclues de l'organisation par le conseil national en juillet 2005. Ils citent, entre autres, le cas de Houari Bouhadjeb qui n'est pas une victime du terrorisme et qui a pourtant bénéficié de plusieurs avantages au nom de l'ONVT. A cet effet, les membres du bureau et du conseil national de l'organisation demandent à la justice de prendre des mesures contre ces personnes, après le dépôt d'une plainte par la principale concernée contre Boualem Ahmed, ex-responsable de l'organisation, et Houari Bouhadjeb, ex-coordonateur dans la région de l'Ouest. M^{me} Flici les accuse, entre autres, d'usurpation d'identité, de créer la zizanie et la polémique au sein de l'organisation, ainsi que le non-respect du règlement intérieur. Pour rappel, l'affaire remonte à l'année 2005 lorsque le président de la commission de surveillance et le secrétaire national chargé de l'organisation au niveau de l'ONVT, qui après leur exclusion, ont déposé une plainte contre M^{me} Flici, l'accusant d'avoir détourné l'argent de l'organisation et signé des décisions de logement pour des personnes qui ne sont pas victimes du terrorisme...

Mehdi Mehenni

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Toulal, Tilili, Ladrem et Zadoud de Béni-Yenni, de Tizi-Ouzou, d'Alger et de France ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, beau-père et cousin

TOUAK MAKHLOUF

Survenu à Paris le 29 septembre à l'âge de 84 ans. L'arrivée du corps est prévue pour ce samedi 3 octobre à 13h30 à l'aéroport Houari-Boumediène. L'enterrement aura lieu dimanche 4 octobre à partir de 13 heures au village Taourirt-El-Hadjadj, à Béni-Yenni.

«A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons»